



Co-funded by the  
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET  
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)  
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



## RESDECS Policy briefs series

N° 1 - Côte d'Ivoire | Aout 2025



**Entre stabilité relative et fragilités  
sociopolitiques persistantes:  
la Côte d'Ivoire à la croisée des  
chemins**

## Résumé exécutif

Après une décennie marquée par des crises postélectorales et des tensions sociopolitiques, la Côte d'Ivoire a progressivement retrouvé une stabilité relative sur l'ensemble de son territoire. Les institutions étatiques ont vu leur présence renforcée dans une certaine mesure, et les principaux mécanismes de gouvernance démocratique semblent progressivement retrouver leur fonctionnement. Cependant, cette stabilité reste fragile et se heurte à des vulnérabilités persistantes, observées par les moniteurs déployés dans le cadre du dispositif d'alerte précoce. Les fragilités actuelles se traduisent par des tensions ethniques localisées, des contestations politiques suscitées par la candidature du Président Alassane Ouattara à un quatrième mandat et par l'exclusion de certains opposants du scrutin présidentiel d'octobre 2025. Ces fragilités s'accompagnent de vulnérabilités sécuritaires marquées, notamment dans les zones frontalières.

Par ailleurs, des défis sociaux et économiques, tels que l'accès inégal aux services publics et aux infrastructures de base, continuent d'alimenter un climat de méfiance et de frustration dans certaines communautés.

La présente note s'appuie les données de terrain collectées par les moniteurs entre le 1er juillet et le 19 août 2025, couvrant incidents sécuritaires, tensions sociales et difficultés environnementales. Elle met en évidence les réponses institutionnelles et communautaires observées, et formule des recommandations stratégiques pour renforcer la résilience nationale et prévenir les crises potentielles. La mise en œuvre d'un dispositif d'alerte précoce intégré, associant surveillance territoriale et coordination multisectorielle, apparaît comme un élément clé pour maintenir la stabilité et consolider la cohésion sociale.

## Faits saillants

Les observations relevées par le dispositif d'alerte précoce mettent en évidence plusieurs dynamiques majeures :

- Tensions sociopolitiques : contestations autour de la candidature présidentielle, exclusion d'opposants et manifestations localisées.
- Conflits interethniques et communautaires : incidents dans certaines régions et tensions autour de l'accès aux ressources naturelles et foncières.
- Sécurité et criminalité : vols, agressions, trafics illicites, notamment dans les zones minières artisanales et frontalières.
- Défis socio-économiques : inégalités dans l'accès aux services publics, notamment santé et éducation, et chômage élevé des jeunes.
- Vulnérabilités environnementales : inondations et autres catastrophes naturelles affectant certaines zones urbaines et rurales.

Ces faits saillants traduisent la coexistence d'une stabilité relative sur le plan institutionnel et de fragilités persistantes à l'échelle locale et régionale.

## INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire, malgré un retour progressif à la stabilité après les crises passées, fait face à des vulnérabilités multiples à la veille de l'échéance électorale de 2025. Ces risques s'articulent autour de tensions sociopolitiques persistantes, de disparités régionales dans l'accès aux services publics, et de vulnérabilités liées aux zones frontalières et à certaines pratiques informelles économiques et sociales. L'insécurité urbaine et communautaire, les conflits fonciers, la porosité des frontières avec des pays voisins en crise et les enjeux liés à la santé publique contribuent à un climat sensible.

À l'approche de l'élection présidentielle de 2025, le climat politique se caractérise par une forte polarisation. La contestation de la légitimité du président sortant par une partie de l'opposition, conjuguée à l'exclusion de certains leaders politiques majeurs, nourrit un sentiment d'incertitude et de méfiance. Dans plusieurs régions, notamment dans le Nord, l'Ouest et certaines zones urbaines, les moniteurs ont rapporté des manifestations de rue, parfois suivies de répressions, ainsi que des conflits intercommunautaires liés à des rivalités politiques, foncières ou identitaires. Par ailleurs, les zones frontalières demeurent des foyers de vulnérabilités sécuritaires, accentuées par la porosité des frontières et l'essor d'activités illicites (trafics, exploitation minière artisanale incontrôlée).

Dans ce contexte, le dispositif d'alerte précoce mis en place dans le cadre du projet RESDECS (**Recherche au Service de la Démocratie et de la Cohésion Sociale**) joue un rôle prépondérant. Il permet non seulement de collecter et d'analyser en temps réel les données issues du terrain, mais aussi d'identifier les dynamiques susceptibles de dégénérer en crises. Les informations collectées visent à accompagner les décideurs politiques, les institutions de sécurité et les acteurs de la société civile à envisager des réponses rapides, préventives et adaptées.

La présente note de politique n°1 a pour objectif de dresser un état des lieux des signaux faibles et des vulnérabilités identifiés en Côte d'Ivoire à la veille de l'échéance électorale de 2025. Elle propose une analyse approfondie des facteurs de vulnérabilité et des tensions sociopolitiques persistantes, tout en évaluant l'efficacité des réponses déjà mises en œuvre par les institutions et les communautés. Sur cette base, la note formule des recommandations stratégiques visant à renforcer la résilience nationale, prévenir les crises et consolider la cohésion sociale.

## Méthodologie

La méthodologie adoptée dans le cadre de ce travail repose sur la collecte systématique et l'analyse des données par les moniteurs du dispositif d'alerte précoce déployés à travers le pays. Les informations recueillies mettent en lumière des incidents sécuritaires, des tensions politiques et ethniques, des manifestations et des catastrophes naturelles. Les moniteurs utilisent une veille documentaire, une revue de presse, ainsi que des entretiens et observations directes pour compiler des données quantitatives et qualitatives.

Ces informations sont codées et classifiées selon des indicateurs prédéfinis, permettant d'identifier des tendances et d'anticiper les risques. La couverture territoriale comprend les principales régions urbaines (Abidjan, Bouaké, San Pedro) et rurales (Korhogo, Man, Daloa), ainsi que les zones frontalières sensibles.

L'analyse repose sur une approche intégrée : elle tient compte à la fois des facteurs structurels (inégalités régionales, vulnérabilités socio-économiques, tensions ethniques) et des facteurs conjoncturels (élections, manifestations, incidents sécuritaires). Cette méthodologie présente le double avantage d'ancrer les recommandations dans des faits réels et de les adapter au contexte spécifique dans lequel elles s'inscrivent.

## Résultats

### 1. Facteurs structurels et conjoncturels de vulnérabilité

L'analyse des données collectées par les moniteurs du dispositif d'alerte précoce met en lumière des vulnérabilités persistantes, qui reflètent les fragilités profondes de la société ivoirienne. Ces vulnérabilités, à la fois structurelles et conjoncturelles, s'entrecroisent et renforcent l'incertitude politique, dans un pays qui reste marqué par le souvenir des crises passées et par l'anticipation anxieuse des échéances électorales.

Un premier facteur réside dans les disparités régionales et les inégalités dans l'accès aux services sociaux de base. Si Abidjan concentre l'essentiel des investissements publics, les zones rurales et certaines villes secondaires continuent de souffrir de déficits criants en matière de santé, d'éducation et d'infrastructures. Cette inégale répartition des ressources nourrit un sentiment d'abandon et de marginalisation, particulièrement dans le Nord et l'Ouest. Comme le souligne un moniteur de Korhogo : « *Beaucoup de jeunes disent qu'ils ne voient pas les retombées de la croissance dont parlent les autorités. Ils ont le sentiment que leur région n'intéresse personne* ». Ce ressentiment latent peut être instrumentalisé par des acteurs politiques, alimentant des tensions interrégionales et un rejet de l'autorité centrale.

Les tensions ethniques et communautaires demeurent un facteur de fragilité majeur. Elles trouvent souvent leur origine dans des différends liés au foncier, à la gestion des ressources naturelles ou encore à l'accès aux postes de responsabilité. Dans l'Ouest, où les stigmates des conflits passés sont encore visibles, ces tensions resurgissent régulièrement, notamment à l'approche des élections. Un moniteur de Man observe : « *Le conflit autour des terres resurgit à chaque campagne électorale, chacun cherchant à mobiliser sa communauté* ». Ces conflits, parfois exacerbés par des discours politiques polarisants, contribuent à entretenir un climat de méfiance intercommunautaire.

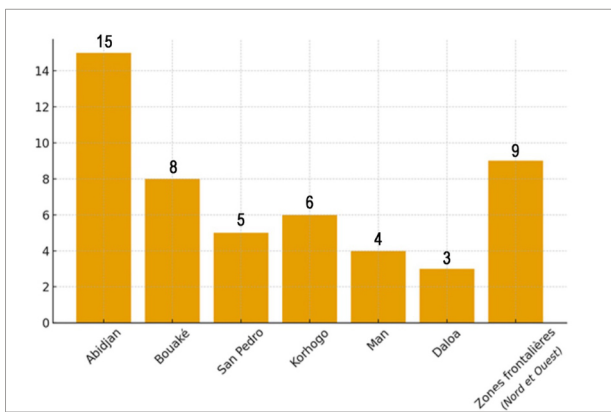
Sur le plan sécuritaire, la criminalité transnationale et les trafics illicites représentent un défi persistant. Les zones minières et frontalières sont particulièrement exposées aux trafics de drogues, à l'orpaillage clandestin et aux flux migratoires incontrôlés. Ces activités alimentent une économie parallèle qui échappe à l'État et peut servir de levier à des réseaux criminels. Si les opérations policières permettent ponctuellement de réduire ces activités, elles suscitent parfois des tensions avec les populations locales. Un moniteur de San Pedro rapporte : « *Les forces de l'ordre viennent fermer des sites d'orpaillage, mais les jeunes disent qu'ils n'ont pas d'alternative pour survivre* ». Cette situation crée un cercle vicieux où l'insécurité économique et la répression nourrissent la défiance envers les autorités.

Les catastrophes naturelles, notamment les inondations liées aux pluies intenses, constituent une autre source de vulnérabilité. En 2025, plusieurs quartiers d'Abidjan, de Bouaké et de Daloa ont été durement touchés, provoquant des déplacements temporaires et des pertes matérielles considérables. Ces événements, souvent aggravés par la faiblesse des infrastructures de drainage et l'urbanisation anarchique, frappent de plein fouet les populations les plus vulnérables. Comme le note un moniteur d'Abobo : « *Les familles sinistrées disent qu'elles n'attendent plus rien des autorités, elles comptent sur la solidarité du voisinage* ».

Enfin, la tension politique constitue un facteur conjoncturel central, qui pèse sur l'ensemble du climat sociopolitique. La préparation de l'élection présidentielle de 2025 s'accompagne de contestations croissantes autour de la candidature du président sortant et de l'exclusion de figures majeures de l'opposition. Dans plusieurs localités, ces tensions ont donné lieu à des manifestations violemment réprimées. À Yopougon, un moniteur rapporte : « *Les jeunes sont descendus dans la rue pour dénoncer l'exclusion de leur leader, mais la police a dispersé le rassemblement à coups de gaz lacrymogènes* ». Ces épisodes rappellent les traumatismes des crises postélectorales passées et entretiennent un climat de peur et de méfiance vis-à-vis du processus électoral.

Dans l'ensemble, ces facteurs (disparités régionales, tensions communautaires, criminalité transnationale, catastrophes naturelles et tensions politiques) s'entrecroisent et se renforcent mutuellement. Ils dessinent un paysage fragile où la stabilité, bien que réelle, demeure relative et précaire. Dans ce contexte, un incident local peut rapidement se transformer en crise nationale, surtout dans une société où les blessures de la guerre civile et des violences postélectorales ne sont pas totalement refermées.

**Figure 1 : Répartition des incidents par région (1er juillet – 19 août 2025)**



Source : Dispositif d'alerte précoce RESDECS – données collectées par les moniteurs, juillet-août 2025.

## 2. Réponses institutionnelles et communautaires

Face aux vulnérabilités structurelles et conjoncturelles, l'État ivoirien et les acteurs locaux ont mis en place diverses réponses, oscillant entre interventions institutionnelles et initiatives communautaires.

Sur le plan de la gouvernance et de la justice, les autorités administratives et judiciaires interviennent régulièrement pour restaurer l'ordre et arbitrer les conflits. Toutefois, la lenteur des procédures et certaines faiblesses institutionnelles fragilisent la confiance des citoyens. Un moniteur dans le Centre-Ouest illustre cette situation en ces termes : « Plusieurs litiges fonciers restent pendants devant les juridictions locales, créant frustration et tensions entre communautés ». Ces limites alimentent un sentiment de méfiance qui fragilise la légitimité de l'action publique.

En matière sécuritaire, les forces de défense et de sécurité mènent des opérations pour contenir les trafics et les violences localisées. Leur présence dissuasive a permis de stabiliser certaines zones sensibles, mais leurs interventions sont parfois perçues comme disproportionnées. Comme le relève un moniteur de l'Ouest : « Après l'opération de ratissage, des habitants ont dénoncé des arrestations arbitraires, ce qui a ravivé les tensions avec les forces de l'ordre ». Ce constat traduit le dilemme auquel sont confrontées les forces : conjuguer efficacité opérationnelle et respect des droits humains.

Parallèlement, la société civile et les acteurs communautaires jouent un rôle essentiel dans la prévention des crises. Associations locales, organisations confessionnelles et comités villageois s'impliquent activement dans la médiation des conflits et la promotion de la cohésion sociale. Ces efforts s'appuient notamment sur le dialogue intercommunautaire. Dans le Nord, un moniteur rapporte : « Les dialogues communautaires organisés par les jeunes et les femmes ont permis de réduire les tensions intercommunautaires autour du marché hebdomadaire ». Ces initiatives témoignent de la résilience des communautés et de leur capacité à s'organiser face aux menaces.

Enfin, la gestion des catastrophes naturelles reste un défi récurrent. Si les autorités mobilisent des moyens matériels et financiers pour répondre aux inondations, effondrements de terrains ou incendies, les mécanismes de prévention et de planification demeurent insuffisants, surtout dans les zones périurbaines fortement exposées. Un moniteur d'Abidjan souligne : « Après chaque pluie intense, des familles perdent leur logement faute de systèmes de drainage adéquats ». Cette situation met en évidence l'urgence d'un renforcement des dispositifs de gestion des risques afin de limiter les pertes humaines et matérielles.

Ainsi, les réponses institutionnelles et communautaires en Côte d'Ivoire traduisent une volonté de régulation et de résilience, mais elles se heurtent à des limites structurelles et opérationnelles qui appellent à un renforcement

des capacités et à une meilleure coordination entre acteurs.

**Figure 2 : Répartition des acteurs impliqués dans les incidents**

### 3. Recommandations

Sur la base des données collectées par les moniteurs et de l'analyse des dynamiques en cours, plusieurs recommandations sont formulées pour renforcer la stabilité, réduire les fragilités et consolider la cohésion sociale en Côte d'Ivoire.

#### i. Renforcer la gouvernance et la justice

- Accélérer le traitement des litiges fonciers et améliorer l'accès des populations à une justice équitable et indépendante.
- Mettre en place des mécanismes de médiation et de règlement alternatif des conflits, notamment dans les zones rurales.
- Renforcer la transparence et la redevabilité des institutions afin de restaurer la confiance des citoyens.

#### ii. Améliorer les réponses sécuritaires

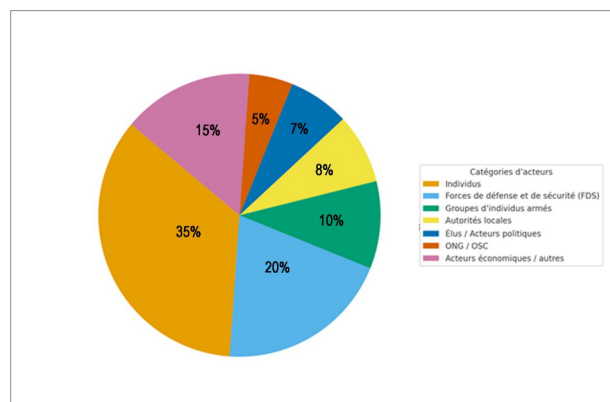
- Former et sensibiliser les forces de défense et de sécurité au respect des droits humains dans les opérations de maintien de l'ordre.
- Développer des stratégies de sécurité communautaire impliquant davantage les leaders locaux et les jeunes.
- Intensifier la lutte contre les trafics transfrontaliers (drogue, orpaillage, migration clandestine) à travers une coopération régionale accrue.

#### iii. Soutenir les initiatives communautaires et la société civile

- Appuyer les programmes de dialogue intercommunautaire et les mécanismes locaux de prévention des conflits.
- Renforcer le rôle des femmes et des jeunes

dans la médiation et la promotion de la cohésion sociale.

- Encourager la participation des organisations confessionnelles et traditionnelles aux actions



de sensibilisation.

#### iv. Améliorer la gestion des catastrophes et des risques naturels

- Développer des plans de prévention et de résilience adaptés aux zones périurbaines et rurales les plus vulnérables.
- Renforcer les infrastructures de drainage et de protection dans les grandes villes, en particulier à Abidjan.
- Former les populations aux mécanismes d'alerte et aux comportements à adopter en cas de catastrophe.

#### v. Préparer l'échéance électorale de la présidentielle d'octobre dans un climat apaisé

- Garantir l'inclusivité du processus électoral et l'accès équitable des candidats et partis aux ressources publiques.
- Promouvoir un dialogue politique constant entre les différents acteurs pour réduire les tensions pré-électorales.
- Mettre en place des dispositifs d'alerte et de prévention des violences électorales dans les zones sensibles.

## Conclusion

L'analyse des données collectées par les moniteurs met en lumière une réalité contrastée: la Côte d'Ivoire a réussi à consolider une stabilité relative après plus d'une décennie de crises, mais cette stabilité demeure fragile, constamment menacée par des vulnérabilités sociopolitiques persistantes. Les disparités régionales, les tensions communautaires, les litiges fonciers, les défis sécuritaires liés aux trafics transfrontaliers, ainsi que les catastrophes naturelles constituent autant de foyers de risque qui fragilisent la cohésion sociale.

Les réponses institutionnelles et communautaires observées témoignent d'une certaine résilience. L'action des forces de défense et de sécurité, l'engagement des acteurs communautaires et les interventions des autorités locales permettent d'atténuer les tensions. Toutefois, les insuffisances de la justice, la perception parfois négative des interventions sécuritaires, ainsi que le manque de

prévention dans la gestion des catastrophes révèlent des fragilités structurelles.

À l'approche de l'élection présidentielle, ces facteurs prennent une dimension particulière. Le climat politique marqué par la contestation et l'exclusion de certains acteurs majeurs alimente l'incertitude et accroît les risques de tensions. Dans ce contexte, le dispositif d'alerte précoce joue un rôle crucial pour informer, anticiper et guider les réponses stratégiques.

La Côte d'Ivoire se trouve ainsi « à la croisée des chemins » : soit elle transforme cette stabilité relative en une véritable résilience durable à travers des réformes profondes et inclusives, soit elle reste exposée aux fragilités qui, si elles ne sont pas traitées, pourraient compromettre les acquis récents. Il est donc urgent est d'engager des actions concertées entre l'État, la société civile et les communautés locales pour consolider la paix, renforcer la confiance et préparer un avenir commun plus serein.

### Récapitulatif des incidents par indicateur

Composantes/Indicateurs	Niveau d'alerte			Total
	Jaune	Orange	Rouge	
<b>Cohésion Sociale en Côte d'Ivoire</b>				
Nombre de conflits intercommunautaires ou interethniques signalés	1			1
Nombre de propos haineux, xénophobes ou ethnocentrés	1			1
Protestations ou revendications liées à l'injustice sociale ou territoriale	2			2
<b>Gouvernance politique et démocratique en Côte d'Ivoire</b>				
Nombre d'arrestations de journalistes, opposants ou activistes	2			2
Nombre de manifestations interdites ou réprimées	1			1
Sentiment de peur exprimé par les citoyens			1	1
<b>Paix et Sécurité en Côte d'Ivoire</b>				
Flux inhabituels de réfugiés ou migrants armés depuis les pays voisins (Burkina Faso, Mali, Libéria)	1			1
Nombre de morts/blessés dus à des affrontements locaux	1			1
Sentiment d'insécurité ressenti par les populations	3			3
Taux de criminalité violente (vols armés, enlèvements, viols)	2			2
Mauvaise Gouvernance	1	1		2
Sécurité Routière	2			2
Arrestation d'hommes en armes	1			1
Agression mortel		1		1
Trafic de drogues		1		1
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>22</b>

## A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi  
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49  
info@goreeinstitut.org  
www.goreeinstitut.org

[www.facebook.com/goreeinstitute](http://www.facebook.com/goreeinstitute)  
[www.twitter.com/goreeinstitute](http://www.twitter.com/goreeinstitute)  
[www.instagram.com/goreeinstitute](http://www.instagram.com/goreeinstitute)